


Direction générale  
de l'alimentation

Sous-direction de la  
qualité et de la protection  
des végétaux

Bureau de la  
réglementation et de la  
mise sur le marché des  
intrants

Dossier suivi par : ML 

Réf : 2110159IPAR13014



GRITCHE COOPERATIVE  
La Cafourche  
33860 MARCILLAC  
FRANCE

Paris, le 20 FEV. 2013

**Objet : Lettre de décision**

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver, ci-joint, la lettre de décision qui fait suite à votre demande de permis de commerce parallèle, concernant le produit

**N° Intrant : 2130050 - TABACO**

**AMM n° 2130014**

**(ce n° intrant et ce nom sont à rappeler dans chaque correspondance concernant ce dossier)**

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de  
l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de la  
protection des végétaux,

Robert TESSIER

Conformément aux dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la partie législative du Code Rural et des textes pris pour son application, les décisions suivantes ont été arrêtées dans les conditions ci-dessous :

### Descriptif de l'Intrant

N°intrant : 2130050 Nom commercial : **TABACO**

Produits Phytopharmaceutiques  
N° AMM : 2130014

Firme détentrice : GRITCHE COOPERATIVE

Type commercial : Permis de commerce parallèle

Vu l'avis de l'Anses 2012-0791 du 6 décembre 2012

#### Conditions d'emploi :

- Porter des gants et des vêtements de protection appropriés pendant le mélange/ chargement et l'application de la préparation.
- Délai de rentrée : 48 heures
- Pour protéger les arthropodes et les plantes non-cibles respecter une zone non traitée de 5 mètres par rapport à la zone non cultivée adjacente.
- Pour protéger les abeilles et autres insectes pollinisateurs, ne pas utiliser en présence d'abeilles. Retirer ou couvrir les ruches pendant l'application. Ne pas appliquer lorsque des adventices en fleur sont présentes. Enlever les adventices avant leur floraison.

Permis valable jusqu'au 31/12/2022, sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions des articles 44 , 45 et 52 paragraphes 7 et 8, du règlement (CE) n°1107/2009 du 21 octobre 2009 et de l'article R253-29 du code rural et de la pêche maritime.

### Dénomination de l'intrant

**TABACO**

Nom du produit de référence: ROYALTAC

### Origine(s)

Statut	Pays	Nom commercial intrant importé	Numéro autorisation intrant importé	Commentaire
Autorisé	ITALIE	ROYALTAC N	9267	Vu l'avis de l'Anses 2012-0791 du 6 décembre 2012

### Firme détentrice

GRITCHE COOPERATIVE

Firme détentrice du produit de référence :  
CROMPTON UNIROYAL CHEMICAL REGISTRATION LTD

### Teneur garantie en matière active

679 G/L 1-decanol

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de la protection des végétaux,

20 FEV. 2013



Robert TESSIER

## Classement

Classement Tox.	N	dangereux pour l'environnement
Classement Tox.	Xi	IRRITANT
Phr. Risque	R36	IRRITANT POUR LES YEUX
Phr. Risque	R43	PEUT ENTRAINER UNE SENSIBILISATION PAR CONTACT AVEC LA PEAU
Phr. Risque	R51/53	TOXIQUE POUR LES ORGANISMES AQUATIQUES, PEUT ENTRAINER DES EFFETS NEFASTES À LONG TERME POUR L'ENVIRONNEMENT AQUATIQUE
Phr. Prudence		VOIR ARRETES APPROPRIES SUR LES CLASSEMENTS ET L'ETIQUETAGE POUR LES CONSEILS DE PRUDENCE

## Liste des usages rattachés

USAGE                    **15853803 - TABAC \* SUBSTANCE DE CROISSANCE \* LIMITATION DE LA CROISSANCE DES ORGANES AERIENS**

Dose d'emploi    20 L/HA

Décision    AUTORISATION MISE SUR LE MARCHÉ

Max. Apport    2

Cond. Emp.

En deux applications, la première à la dose de 17 L/ha avant la phase d'ététagage/écimage et la seconde à la dose de 20 L/ha.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de la protection des végétaux,

20 FEV. 2013



Robert TESSIER